SECO-ONG/MALI

Les Echos du SECO-ONG

N°12
15 Septembre 2010

Dans ce numéro :	*page*
Editorial ……	1
La vie du collectif ……	2
GRAINE……..	3
SES……	4
Ateliers et rencontres …….	5
Initiatives ……..	5
Fenêtre sur le Mali…….	6
Liens ……	8
Coin pour rire……	8

Equipe de rédaction :
Mori M. KONATE
Bakary KONARE
Franziska HOFFMANN

Editorial

« Politiques et Populations ensemble contre les déchets plastiques ! »

Tel est le Slogan de l'action «plaidoyer pour l'amélioration de la gestion des déchets plastiques au Mali» que le SECO-ONG a lancé lors de la quinzaine de l'Environnement en juin 2010.

Le SECO-ONG a inscrit dans son plan stratégique (2006-2010) de mener des campagnes de plaidoyer/lobbying sur des thèmes précis et d'influencer les décisions politiques.

L'évolution des activités sur le plan national a permis au SECO-ONG de se positionner comme structure de référence sur les questions environnementales. Il est le chef de fil du Groupe Thématique environnement au sein du Forum des Organisations de la Société Civile. Ce positionnement stratégique du SECO-ONG lui donne une crédibilité aux yeux des acteurs de la Société Civile, du Gouvernement Malien et des PTF.

Parmi les défis environnementaux du pays, la problématique de la gestion des déchets plastiques occupe une place prépondérante notamment dans les villes. En effet, avec ses 13 millions d'habitants et un taux d'urbanisation très élevé, les infrastructures de gestion des déchets demeurent rudimentaires au Mali. De nos jours, excepté la ville de Sikasso, aucune grande ville du pays ne dispose d'une décharge publique fonctionnelle ou une usine de recyclage des déchets. Dans la capitale, les rues sont envahies par les déchets propagés par les nombreux dépôts anarchiques et l'insuffisance du système de ramassage des ordures. Quant au dispositif envisagé pour assainir la ville il est prévu la réalisation d'une seule station d'épuration à Sotuba et d'un dépôt final sur la route de Koulikoro. Ainsi, les faiblesses notoires constatées dans le système de gestion de la voirie dans les grandes villes en général favorisent la prolifération des déchets plastiques. Les déchets plastiques représentent 18% des déchets ménagers et proviennent en grande partie des emballages industriels et commerciaux. Abandonnés en grande échelle dans la nature, ils ont des conséquences néfastes sur la santé humaine, animale et sur notre cadre de vie.

Pour contenir le fléau, le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement a pris la décision d'introduire un projet de loi portant sur la gestion des déchets plastiques. Saisissant cette volonté politique opportune, le SECO-ONG a décidé de planifier une campagne de plaidoyer/lobbying à long terme pour soutenir l'initiative de l'état relative à la gestion des déchets plastiques à savoir, la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation de emballages plastiques. Certes, l'adoption de la loi constituera une grande avancée en la matière, mais son application risque de rencontrer d'énormes difficultés auprès des acteurs concernés. Par conséquent, dans un premier temps, il conviendrait de veiller à ce que le législateur tienne compte des

intérêts de tous les acteurs intervenants dans la filière des emballages plastiques.

Dans un second temps, il est nécessaire d'accompagner les populations en termes de sensibilisation et d'organisation pour garantir une meilleure application de la nouvelle loi.

Dans cette perspective, le SECO-ONG compte construire son action de plaidoyer/ lobbying sur trois axes qui sont:

- Une campagne de soutien au processus d'adoption d'une loi appropriée relative à la gestion des sachets plastiques au Mali,
- L'information et la sensibilisation du grand public et particulièrement les populations des communes IV et VI sur la loi et les dispositions à prendre pour son application,
- Une proposition d'alternatives acceptables à l'utilisation des emballages plastiques.

La vie du Collectif

Cette rubrique donne les nouvelles de la Direction et des groupes de travail du SECO-ONG. A noter que chaque membre du SECO-ONG peut accéder à un ou plusieurs groupes de travail au sein du Collectif. Contacter le Chargé de Communication (Bakary KONARE) pour plus d'informations !

« Oui au Cinquantenaire, mais non à la perturbation écologique du fleuve »

Pouvait-on lire sur les banderoles le Jeudi, 26 août 2010 dans l'espace culturel de la Cantine de l'Ecole Normale Supérieure de Bamako. Le SECO-ONG, en partenariat avec le Forum des Organisations de la Société Civile au Mali (FOSC) a organisé une conférence de presse sur les agressions humaines dont le fleuve Niger fait l'objet présentement.

En effet, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de notre pays, les autorités ont décidé de construire un monument dans le lit majeur du fleuve Niger en face de l'ENSUP. Cette action qui va permettre la réalisation d'un ouvrage monumental va combler une partie du lit du fleuve.

La réalisation de cette infrastructure n'est conforme à aucun texte régissant la gestion de l'environnement au Mali et les Conventions Internationales notamment sur le statut du fleuve Niger signées et ratifiées par le Mali.

Face à cette situation, nous, membres du Forum de la Société Civile, avons décidé de conduire un certain nombre d'actions pour manifester notre opposition à cette entreprise qui n'honore pas notre pays au moment où ce fleuve qui nourrit plus de 8 millions de personnes au Mali est menacé par l'ensablement. Par ailleurs, de telles initiatives sont de nature à encourager à l'avenir l'occupation anarchique des berges et du lit du fleuve Niger par les spéculateurs de tout genre. Parmi les actions identifiées, s'inscrivait cette conférence de presse qui vise à informer les participants sur :

- Le contexte juridique de la réalisation du monument du cinquantenaire dans le lit du fleuve ;
- Les différents impacts négatifs de l'ouvrage sur la vie du fleuve, ses ressources biologiques et sur les communautés riveraines etc.

A la fin de la conférence le plan d'action préparé pour l'occasion et le communiqué de presse ont été présentés aux journalistes et personnes ressources. Pour en savoir plus regardez : www.secoong.net

SECOIONG/MALI

***Le GRAINE (Groupe de Réflexion et d'Action des Intervenants en Environnement*) :**

<u>Activités lors de la 11ième Quinzaine de L'environnement en Juin 2010</u>

Comme chaque année, le SECO-ONG et ses organisations membres participent activement à la célébration de la Quinzaine de l'Environnement instituée par le gouvernement du Mali et conduite par le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement. Pendant ces deux semaines d'informations, de sensibilisation et de formation, les acteurs de l'environnement et de l'assainissement ont échangé de bonnes pratiques en faveur de la protection de l'environnement et d'un développement durable.

Lors de l'ouverture de la Quinzaine, le SECO-ONG a procédé au lancement de deux campagnes de plaidoyer /lobbying. Avec des actions de sensibilisation et propositions, le Collectif souhaite consolider les efforts de l'Etat et de la société civile pour une meilleure gestion des déchets plastiques et l'augmentation sensible des superficies reboisées.

Visite de stand du Premier Ministre

Cette année l'évènement avait une autre ampleur avec la célébration pour la première fois le 5 juin, de la Journée Mondiale de l'Environnement. Cette occasion a été saisie par le SECO-GRAINE avec l'appui du PMF/FEM/PNUD et des volontaires de l'APEJ pour diffuser diverses informations environnementales à travers des banderoles, des brochures etc.
L'AMCFE, une ONG membre a animé, au nom du SECO-ONG/GRAINE, un stand sur la valorisation des ressources de la biodiversité et la protection des éléphants.

Le 10 juin 2010, le COBA, le collectif des organisations intervenants dans le Baoulé, et le SECO-ONG ont organisé à la Maison du Partenariat une conférence débat sur les conventions, accords et traités internationaux dans le domaine de l'Environnement. Le débat, animé par les représentants du MEA et de la Société Civile, a souligné l'importance de la sensibilisation pour une meilleure implication des populations dans la réalisation des objectifs de protection de l'environnement définis au niveau international.

Visite de stand du Premier Ministre

Le SES - Service d'Entraide et de Solidarité :

Formation (en informatique et montage de projets)

Le SECO-ONG a mis en place depuis 2004 une démarche d'animation de son réseau en favorisant l'entraide entre les acteurs du développement. C'est donc dans ce cadre que s'inscrit le Service d'Entraide et de Solidarité (SES) du SECO-ONG.

Dans cette optique le SECO-ONG a organisé un atelier d'initiation à l'informatique de cinq jours du 12 au 16 août 2010.

Cette formation qui a été dispensée par **Mme Traoré Safiatou Togola** de l'ONG ADAC s'est inscrite dans le cadre du programme de formation identifié et réalisé par des « formateurs internes du SES » Autrement dit, les sessions sont dispensées par des personnes travaillant dans les ONG membres du SES qui mettent alors à disposition leurs ressources humaines dans un esprit de partage et de solidarité.

Avec ce programme de formation, le SES veut doter ses membres de capacités organisationnelles suffisantes à surmonter des obstacles, être plus performants sur le terrain et de développer des stratégies en vue de relever les défis pour le développement du Mali.

En organisant la présente session, le SECO-ONG, à travers le SES, répond donc à un besoin d'amélioration du travail de secrétariat au niveau de l'administration de nombreuses ONG membres.

En effet, un certain nombre de constats sont à l'origine de cette session :

- Le premier est qu'au sein des ONG les secrétaires sont pour la plupart à leur premier emploi et n'ont pas assez d'expériences ;
- Le second, il y a peu de formations initiées à l'intention des secrétaires par les ONG ;
- Troisièmement, les Partenaires Techniques et Financiers exigent de plus en plus une amélioration de la qualité des documents produits par les ONG alors que les secrétaires sont les premiers concernés dans la rédaction de ces documents.

A la fin de la formation :

- Les notions élémentaires de l'informatique ont été bien comprises par les participants
- Les obstacles à la bonne saisie informatique d'un secrétaire au sein des ONG ont été identifiés et analysés.

Formation climate proofing

Le SECO-ONG doit dans les jours à venir procéder à une évaluation de la formation pour s'assurer de son impact sur le rendement au sein des ONG bénéficiaires.

Ateliers et rencontres

« Climate proofing tool » - un outil pour l'intégration des aspects climatiques dans les projets de développement

Du 15 au 18 juin 2010, s'est tenu au centre Djoliba un atelier de formation sur l'outil «climate proofing » à l'attention des ONG partenaires du DED bénéficiant des fonds LED.

Suite à la participation active du SECO-ONG à l'élaboration, la mise en œuvre et au suivi-évaluation de la politique environnementale du Mali, en général et à l'Equipe Technique du programme «Gestion Durable de Terres» en particulier, le Collectif a retenu parmi les priorités, l'intégration des changements climatiques dans l'élaboration des projets qui est essentielle pour une planification de projets durables.

Dans cette perspective, le SECO-ONG a retenu comme stratégie l'appropriation par ses membres de la démarche du « climate proofing » par l'organisation d'une session de formation en vue d'assurer la prise en compte des conséquences du changement climatique dans les projets.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la collaboration avec le DED qui a permis au SECO-ONG de mobiliser des fonds de la coopération du Liechtenstein (LED) pour trois ONG membres depuis janvier 2009. Les objectifs des projets en cours d'exécution sont :

- le renforcement des capacités de la population rurale dans les domaines de la gestion des ressources naturelles ;
- l'amélioration des activités économiques locales ;
- l'augmentation du taux d'alphabétisation de la population féminine.

Ainsi, la perspective d'élargir ce partenariat en mettant un accent sur la bonne gouvernance et les changements climatiques requiert un renforcement des capacités du Collectif et ses membres dans ce domaine.

Après l'introduction générale et le «mainstreaming » sur le thème des changements climatiques l'outil „Climate Proofing " a été présenté lors de la formation de quatre jours. La troisième journée de la formation a consisté à appliquer l'outil sur le terrain avec les groupes cibles des projets LED. L'atelier a pris fin avec la planification des futures activités et un échange sur l'intégration des aspects CC dans les demandes de fonds.

Un cadre de concertation a été mis en place pour planifier les activités de consolidation des projets en cours et pour élaborer un document de prise en compte des aspects changements climatiques dans le futur programme d'appui de LED aux ONG. Il est prévu d'entamer des négociations auprès de LED et d'autres partenaires aux fins de la consolidation des acquis de cette session de formation.

Participantes au terrain

Initiatives

Cette rubrique donne les nouvelles sur les initiatives entreprises par les membres du SECO-ONG. Les projets, les petites initiatives et les actions peuvent être présentés au public.

Projet : Sensibilisation des populations humaines du Gourma à la sauvegarde des éléphants et l'importance de la conservation de la nature.

Dans le Gourma malien, qui inclut les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, le nombre des éléphants ne cesse de décroître: ils étaient 550 entre 1972 et 1974, ils ne sont plus que 354 aujourd'hui.

SECOIONG/MALI

Courant juin 2010, 21 pachydermes y sont morts de soif du fait de la sécheresse.

En 2009 l'ONG AMCFE – membre du SECO-ONG - a initié un projet d'un an de durée pour lutter contre ce phénomène.

Les Objectifs du projet étaient les suivants:

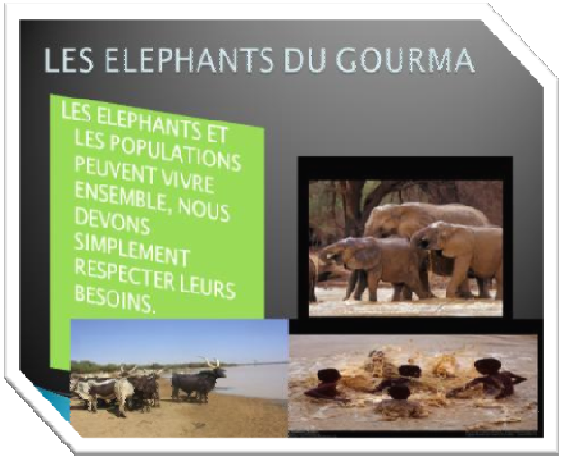
1. Réduire les impacts négatifs des projets et programmes autres que les projets destinés à la protection et à la conservation des éléphants et de leur écosystème.
2. Initier un programme d'éducation environnementale dans 27 écoles du Gourma pour l'amélioration de la connaissance des enfants sur les éléphants, leur importance, leurs besoins, et comment vivre ensemble ;
3. Sensibiliser les populations sur :

- L'importance des éléphants dans une perspective plus large
- La nécessite de garder l'intégrité de leur zone de migration pour éviter les conflits
- La valorisation des éléphants dans une perspective intégrée pour que les gens et les éléphants vivent ensemble.

Les Résultats du projet sont les suivants:

- Production et diffusion de 2500 dépliants, qui portent les messages suivants : « Donner un coup de main aux éléphants ».

- Un microprogramme sur les éléphants diffusé à la Télévision du Mali ;



- Un rapport d'étude de référence sur les attitudes de la population du parcours des éléphants ;
- La production de fiches pédagogiques accompagnées d'affiches pour 27 écoles des cercles de Rharous et Douentza dans le cadre de l'éducation environnementale ;
- La formation des enseignants des écoles cibles sur l'utilisation des fiches pédagogiques ;
- La diffusion de messages pour la sauvegarde des éléphants à la quinzaine de l'environnement (2010) et au forum national sur l'Environnement (2009)

Nous espérons que les efforts faits permettront à nos « grands amis gris » de vivre encore longtemps à nos côtés!

***Partenaires financiers et techniques du projet**:*

- *SAVE the ELEPHANTS,*
- *WILD Fondation ;*
- *Direction Nationale des Eaux et Forêts ;*
- *US FISH AND WILDLIEFE SERVICE.*
- *USDA FOREST SERVICE INTERNATIONAL PROGRAMS*

Fenêtre sur le Mali

Des informations sur l'actualité au Mali diffusées en partenariat avec la Banque Mondiale

Investing across borders 2010

Cette rubrique est consacrée au rapport *Investing Across Borders 2010* du groupe de la Banque Mondiale qui offre pour la première fois des données objectives sur

les lois qui réglementent les investissements étrangers et les compare à travers 87 pays.
Selon le rapport, des lois et règlements transparents et efficaces sont essentiels afin d'assurer les meilleurs résultats pour les pays qui reçoivent les investissements, leur population, ainsi que les investisseurs.

Le groupe de la Banque Mondiale est l'une des sources les plus importantes de financement et d'information pour les pays en voie de développement. Il consiste en cinq institutions intimement liées : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (IBRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA), qui ensemble forment la Banque Mondiale; la Société Financière Internationale (IFC), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA); et le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (ICSID).

Les investissements étrangers sont essentiels au développement des pays, surtout en période de crise économique. Ils apportent des capitaux nouveaux et plus engagés, ils introduisent de nouvelles technologies et des styles de gestion différents, et ils aident à créer des emplois et stimulent la concurrence afin de baisser les prix locaux et d'améliorer l'accès de la population aux biens et services.

Selon le rapport, des lois trop restrictives ou désuètes posent obstacle aux investissements étrangers et leur mise en œuvre peut engendrer des coûts additionnels pour les investisseurs.
En Angola et en Haïti, les complications des démarches administratives font en sorte qu'y démarrer la filiale d'une société étrangère peut prendre jusqu'à six mois. Au Canada, en Géorgie et au Rwanda, les mêmes démarches peuvent être complétées en moins d'une semaine. L'obtention d'un bail pour un terrain industriel au Nicaragua et en Sierra Leone prend en général six mois, tandis qu'en Arménie, en République de Corée et au Soudan, cela prend moins de deux semaines. Au Pakistan, aux Philippines et au Sri Lanka, il faut jusqu'à deux ans pour faire exécuter une sentence arbitrale.
L'Afrique a déjà pris certaines mesures pour améliorer son climat des affaires. Cependant, il reste encore dans les divers pays d'Afrique de nombreux obstacles règlementaires qui peuvent empêcher les investissements directs étrangers dans la région. Le rapport se base sur quatre indicateurs :
Investir dans les différents secteurs : Les pays de l'Afrique subsaharienne ont tendance à être plus ouverts aux capitaux étrangers que ceux d'autres régions alors qu'il y a peu de restrictions dans les secteurs primaires tels que l'agriculture et la sylviculture ;
Créer une entreprise étrangère : Il faut deux fois plus de temps pour créer une entreprise de propriété étrangère qu'une entreprise locale ;
Accès au foncier industriel : en Afrique subsaharienne les terrains sont généralement loués aux investisseurs étrangers et non pas vendus. Pratiquement la moitié des pays examinés n'autorise pas la propriété privée de terrains ;
Arbitrage des différends commerciaux : bien qu'il y ait en Afrique subsaharienne des instances modernes d'arbitrage pour résoudre les différends commerciaux, la pratique sur le terrain est moins efficace et les cours de justice locales n'opèrent pas de manière rapide.

Selon donc ce rapport les pays qui réussissent mieux dans les indicateurs *Investing Across Borders* ont tendance à attirer davantage d'investissements étrangers en relation à la taille de leur économie et leur population. Inversement, les pays dont les scores sont plus bas, tendent vers des niveaux de corruption plus élevés, un plus haut risque politique et des structures de gouvernance plus faibles.

SECOIONG/MALI

Liens

www.secoong.org
http://societecivilemali.org/
http://fecong.org

Coin pour rire

APPRENDRE A DIRE LA VERITE :

George et Michel, deux chrétiens, se perdent dans le désert, marchent pendant des heures et s'épuisent de soif et de fatigue. Alors qu'ils sont au point de perdre complètement espoir et s'abandonner à leur sort, ils aperçoivent le minaret d'une petite mosquée ...

Ils accourent vers la mosquée et George dit à Michel : *« Ce sont des musulmans, je vais leur dire que je m'appelle Muhammad, alors ils vont bien s'occuper de moi* ».

Mais Michel n'est pas d'accord : *« Non, moi je dirai la vérité et arrivera ce qui arrivera »*

L'imam de la mosquée les voit et s'approche d'eux : *« Bienvenus à mes frères. Que puis-je pour vous ? »*

George: *« SVP, aidez-nous. Nous avons soif et faim, ça fait longtemps qu'on marche dans le désert ».*

George hésite un peu, mais il continue : « *Je m'appelle Muhammad* », et il pince son ami Michel.

Michel : *« Moi, je m'appelle Michel* », dit-il en jetant un regard coléreux sur George.

L'imam : « *Entrez, entrez et mettez-vous à l'ombre ».*

Puis il s'absente un moment et revient avec un plateau avec des dattes fraiches, de l'eau, du lait et du pain :

« Voilà pour Michel. Quant à toi Muhammad, apparemment la chaleur t'a fait oublier que c'est le mois de Ramadan. Alors un peu de patience, Il ne reste que quelques heures avant le coucher de soleil! »

Contact :
Hamdalaye ACI 2000
Rue 427, Porte 200
Tél: 2029 30 41
Email : secoong@orangemali.net

Le SECO-ONG/MALI rêve d'une société de démocratie et de justice où les questions environnementales vécues aujourd'hui n'existent plus, où les populations (hommes et femmes) et les organisations de la société civile jouent pleinement et de manière complémentaire leurs rôles de contrepouvoir à l'action publique aux niveaux local et national pour une meilleure gouvernance et où la pauvreté est réduite.